

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 18/06/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE DE PROPRETE ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIE**

Le mont Tornu  
14370 Valambray

Références : 2025-311  
Code AIOT : 0005300595

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement SOCIETE DE PROPRETE ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIE implanté CHEMIN DE LA CÔTE LE MONT TORNU 14370 Valambray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le développement du tri à la source des biodéchets a nécessité la création en 2023 d'une nouvelle rubrique de la nomenclature des installations classées, afin de faciliter l'implantation de ces activités en définissant pour ces installations un cadre juridique *ad hoc*. Cette nouvelle rubrique, référencée 2783, encadre l'activité de déconditionnement sous le régime de l'enregistrement ou la déclaration.

L'entrée en vigueur des obligations ICPE pour les déconditionneurs doit permettre de faciliter l'acceptabilité de ces installations (et partant de la démarche de tri à la source des biodéchets), en s'assurant que ces installations respectent les prescriptions assurant une bonne intégration dans l'environnement. Le ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer

et de la Pêche a souhaité lancer en 2025 une action nationale qui vise particulièrement les installations « historiques » qui existaient avant la création de la rubrique (mars 2023) et qui ont fait un basculement de 2791 à 2783 pour leur activité de déconditionnement.

Le site de Valambray dispose d'une installation de déconditionnement de biodéchets qui entre dans ces critères.

Par ailleurs, le bâtiment qui abrite l'installation de déconditionnement fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure signé le 30 mai 2024 dont les échéances sont échues le jour de la visite. La visite du 20 mai 2025 avait également pour objet de faire le point sur la régularisation de l'établissement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE DE PROPRIETE ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIE
- CHEMIN DE LA CÔTE LE MONT TORNUE 14370 Valambray
- Code AIOT : 0005300595
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Ce site est une installation de compostage recevant des déchets verts, des boues et des biodéchets. La quantité (appréciée en moyenne annuelle) de l'ensemble des matières traitées est de 150 t/j, avec un maximum de matières traitées par jour limité à 300 t/j. Les différents déchets proviennent des déchetteries, collectivités, industries agroalimentaires du Calvados et des départements limitrophes. Cette installation est notamment soumise aux arrêtés suivants :

- arrêté préfectoral du 14 janvier 2005 modifié ;
- arrêté préfectoral du 9 mars 2011 modifié ;
- arrêté préfectoral du 20 février 2023 (demandant notamment une révision des moyens de défense contre l'incendie suite à l'incendie ayant eu lieu en début d'année 2023 et aux remarques émises par le SDIS après leur intervention) ;
- arrêté ministériel du 2 mars 2023 relatif aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2783 de la nomenclature des ICPE.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Déconditionnement AMPG
- Déchets
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Desenfumage	AP de Mise en Demeure du 30/05/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Amende, Astreinte	1 mois
2	Confinement des eaux	AP de Mise en Demeure du 30/05/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	d'extinction d'un incendie		corrective	
3	Demandes gestion des eaux pluviales polluées suite visite du 28 mars 2024	Arrêté Préfectoral du 09/03/2011, article 1.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Rétention	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Article 13	Demande d'action corrective	3 mois
6	Traitement par lot et non mélange	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Article 15	Demande d'action corrective	3 mois
7	Teneurs maximales en impuretés	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Article 26	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Article 17	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Elimination en ISDND de biodéchets conditionnés	Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Mélange de Boues avec des biodéchets triés	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L.541-21-1 et R.543-311	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Demandes gestion des plastiques du déconditionnement visite du 28 mars 2024	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 31	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la visite du 24 mars 2024, l'exploitant a formulé une demande d'aménagement des

prescriptions concernant la surface de désenfumage sur la base d'une étude technique démontrant que moyennant la rénovation des 9 lanterneaux existants les ouvertures actuelles du site présentent une capacité de désenfumage équivalente à 2% de la surface disponible en partie haute. Néanmoins, le jour de la visite, il a été constaté que les lanterneaux n'étaient pas encore rénovés, les travaux ont commencé le 2 juin 2025 et devraient être finalisés fin juillet 2025. L'exploitant doit compléter sa demande d'aménagement et fournir le dossier des ouvrages exécutés au plus tard le 22 août 2025. Dans cette attente, l'inspection des installations classées propose un arrêté préfectoral d'amende et astreinte (avec délai de carence) administratives au préfet du Calvados pour non respect de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 30 mai 2024.

Le jour de la visite, il a été constaté que le volume à maintenir vide pour la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie était disponible mais que l'exploitant avait installé une citerne souple de 1000 m<sup>3</sup> pour faire face à des problèmes récurrents d'excédents d'effluents générés sur la plateforme sans disposer de rétention suffisante en cas de fuite accidentelle de cette citerne et sans en avertir l'inspection des installations classées. L'inspection des installations classées prend acte que la situation s'est régularisée et que par suite des sanctions administratives ne sont pas nécessaires. La mise en demeure du 30 mai 2024 cesse de produire ses effets en ce qui concerne l'article 1.9 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2011, les prescriptions en cause ayant été respectées. Il est toutefois demandé à l'exploitant de régulariser la situation sous trois mois en retirant la citerne souple.

En ce qui concerne les activités de déconditionnement de biodéchets l'exploitant doit en particulier :

- mettre en œuvre une gestion séparée des flux de biodéchets conditionnés (GMS et IAA) des biodéchets déconditionnés (biodéchets des ménages) qui sont réceptionnés sur son installation, délai 3 mois ;
- vérifier et respecter avant mise en fermentation les valeurs limites des teneurs en inertes et impuretés des pulpes issues de ces différents lots ;
- distinguer les refus de tri, des refus de traitement sur l'installation de déconditionnement dans son bilan annuel ;
- envoyer les bennes dont le traitement est refusé vers une filière autorisée à les recevoir sous la responsabilité de leur producteur initial ;
- répondre aux autres demandes formulées dans le présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Desenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/05/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>ARTICLE 1<sup>er</sup> :</b> La société SPEN, exploitant de l'installation de compostage de déchets verts et de biodéchets située sur la commune de Valambray, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes : <b>Sous un délai de 7 mois à compter de la notification du présent arrêté :</b> <u>Arrêté ministériel du 03/03/23, article 7:</u> <i>« Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation</i>

*naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont à commandes automatiques et manuelles. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :*

*- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;*

*- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup>, sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. [...]*

*La commande manuelle du dispositif d'actionnement du désenfumage doit être placée en un endroit facilement accessible (près d'un accès principal ou, éventuellement, près d'une issue à proximité du local intéressé ou même, dans certains cas particuliers, près du canton concerné). Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation. »*

## **Constats :**

Suite à la visite d'inspection du 24 mars 2024 et à l'arrêté de mise en demeure du 30 mai 2024, l'exploitant a fait procéder courant juillet 2024 à des études techniques et devis concernant la rénovation et la réalisation de nouvelles trappes de désenfumage nécessaires à l'atteinte d'une surface de désenfumage de 2 % en partie haute sur l'ensemble du bâtiment.

Les études et devis concluent à la nécessité de disposer de 27 exutoires pour un coût de 282 000 HT sur l'ensemble du bâtiment (sachant que seuls 9 étaient existants et ne sont pas fonctionnels) et que la charpente existante n'est pas apte à les recevoir.

L'exploitant a obtenu du propriétaire du bâtiment qu'il fasse réaliser une étude d'ingénierie par le bureau d'étude EFACTIS et a formulé une demande d'aménagement de la prescription concernant la surface minimale de désenfumage de 2 % en partie haute du bâtiment par courrier du 19 décembre 2024 auprès de l'inspection des installations classées.

Selon le courrier de l'exploitant : « *Il ressort de cette étude et de ses simulations numériques présentées le 6 décembre 2024 au chef de service DECI du SDIS 14 (commandant Bettoui) que la configuration actuelle du bâtiment (réparations des exutoires en toiture effectuées ; ouvertures latérales conservées) présenterait une efficacité du désenfumage a minima équivalente à la configuration réglementaire prescrite à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 relatif à l'activité de déconditionnement. »*

Le jour de la visite, l'inspectrice a constaté que :

- les neufs exutoires de fumées existants n'avaient pas encore été rénovés ;

- les 10 ouvertures permanentes latérales des 2 pignons sont bien celles qui ont été modélisées (selon les photographies du rapport Efectis) ;

- l'encombrement du bâtiment semble conforme aux hypothèses retenues en ce qui concerne les pertes de charges ;

- la modélisation prend en compte deux scénarii de feu de matériel roulant dans deux endroits les plus défavorables du bâtiment. Les autres matériaux combustibles identifiés sont 50 % de bois pour la charpente du bâtiment et 50 % de polyuréthane pour les caisses palettes.

Il est constaté le jour de la visite que les principales hypothèses retenues par l'étude sont vérifiées sauf pour les 9 lanterneaux qui ne sont toujours pas opérationnels.

Le jour de la visite, l'exploitant a remis un devis signé (bon pour accord du propriétaire du bâtiment datant du 28 février 2025) concernant le remplacement des lanterneaux de désenfumage ainsi que le planning de réalisation des travaux.

Par courriel du 2 juin 2025, l'exploitant a informé du début des travaux prévus pour une durée de

7 semaines, soit une rénovation du désenfumage tel que simulé dans l'étude Efectis pour fin juillet 2025. Il s'est engagé à transmettre le dossier des ouvrages exécutés pour le 22 août 2025. Dans cette attente, l'inspection des installations classées n'est pas en mesure de proposer une levée de la mise en demeure du 30 mai 2024 sur ce point.

Le jour de la visite, l'inspectrice a également constaté la réalisation de travaux de rénovation et de renforcement de la charpente du bâtiment.

Les résultats de l'étude Efectis ayant été présentés au SDIS, dont l'avis favorable a été confirmé verbalement à l'inspectrice par téléphone fin 2024, l'inspection des installations classées estime qu'il est possible de donner suite à cette demande d'aménagement des prescriptions de surface de désenfumage. Néanmoins, l'exploitant doit compléter sa demande avec les éléments technico-économiques l'ayant conduit à ne pas retenir la régularisation par la réalisation de 27 lanterneaux en toiture.

Cette demande d'aménagement devra être actée par un arrêté préfectoral complémentaire et que, dans cette attente, l'inspection des installations classées n'est pas en mesure de proposer une levée de la mise en demeure du 30 mai 2024 sur ce point.

L'inspection des installations classées constate que la situation n'est pas régularisée le jour de la visite et propose à monsieur le Préfet du Calvados les sanctions administratives suivantes pour non respect de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 30 mai 2024 :

- amende de 1500 euros ;
- astreinte de 140 euros par jour à compter du 01 août 2025, le délai de carence intégrant le calendrier des travaux présentés par l'exploitant (soit environ 4 % du montant journalier des travaux : 125 000 euros / 7 semaines de 5 jours = 3571 euros).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

n°1- L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une demande d'aménagement des prescriptions concernant la surface de désenfumage du bâtiment de déconditionnement des biodéchets.

Cette demande comporte l'analyse technico-économique l'ayant conduit à ne pas retenir la régularisation par la réalisation de 27 lanterneaux en toiture. Le devis ainsi que l'étude de stabilité de la charpente du bâtiment associés à cette étude peuvent être transmis à l'inspection sous pli confidentiel. **Délai, 1 mois.**

n°2- L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le dossier des ouvrages exécutés pour la rénovation des 9 lanterneaux. **Délai, 2 mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Amende, Astreinte

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Confinement des eaux d'extinction d'un incendie**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 30/05/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La société SPEN, exploitant de l'installation de compostage de déchets verts et de biodéchets située sur la commune de Valambray, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

...

**Sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

Arrêté préfectoral du 09/03/2011, article 1.9:

*« Les eaux d'extinction d'un incendie généralisé sur le site sont récupérées au niveau des bassins de stockage du site. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. »*

#### **Constats :**

Pour rappel, fin 2022, l'exploitant a identifié un niveau maximum à ne pas dépasser dans le bassin de décantation n°1, avant transfert des effluents pour stockage dans le bassin n°2 dans l'attente des épandages, afin de garantir la disponibilité permanente d'un volume de vide destiné à la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie.

Dans le cadre du contradictoire sur le projet d'arrêté de mise en demeure (courrier du 6 mai 2024), l'exploitant expliquait : *« Les circonstances exceptionnelles de pluviométrie de ces derniers mois n'ont pas permis de maintenir le niveau maximum nécessaire pour constituer le volume de rétention nécessaire ».*

Il est rappelé à l'exploitant qu'aucune circonstance même exceptionnelle ne lui permet de déroger à cette exigence.

L'exploitant déclare que le bassin n°1 présente une capacité globale de 1060 m<sup>3</sup>, dans lequel 350 m<sup>3</sup> sont réservés à la décantation des effluents et le reste à la rétention des eaux d'extinction d'un incendie et/ou aux autres déversements accidentels possible sur le site soit environ 700 m<sup>3</sup>.

Lors de la visite, l'inspectrice a constaté que le repère de niveau n'est plus visible mais le bassin a été vidé des effluents qu'il contenait et est en attente de curage des boues issues du décanlage. Par courriel du 2 juin 2025, l'exploitant a informé du début des travaux de curage du bassin n°1 dont le contrôle d'étanchéité est programmé le 6 juin.

**L'inspection des installations classées constate que la capacité nécessaire au stockage des eaux d'extinction en cas d'incendie est à nouveau disponible le jour de la visite, prend acte que la situation s'est régularisée sur ce point et que par suite des sanctions administratives ne sont pas nécessaires. La mise en demeure du 30 mai 2024 cesse de produire ses effets en ce qui concerne l'article 1.9 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2011, les prescriptions en cause ayant été respectées.**

Le stockage et la gestion des effluents du site et de la rétention des autres effluents polluants en cas d'accident sont abordés aux points suivants du présent rapport.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit :

1- rénover le repère de niveau avant sa remise en eau conformément au levé topographique du 26 septembre 2018 (mire virtuelle oblique mentionnée sur le levé) afin de pouvoir veiller à maintenir disponible en tout temps le volume de rétention des eaux d'extinction requis en cas d'incendie. Les justificatifs sont transmis à l'inspection des installations classées. **Délai, 1 mois.**



2- transmettre le résultat du contrôle d'étanchéité du bassin n°1, <b>délai 3 mois.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Demandes gestion des eaux pluviales polluées suite visite du 28 mars 2024**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2011, article 1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des eaux ruisselant sur son site ne sortent pas du site. Aucun rejet n'est autorisé. L'exploitant doit effectuer des travaux garantissant l'absence d'écoulement en dehors de la plateforme.</p> <p><b>L'exploitant doit transmettre les justificatifs des actions correctives réalisées sous 2 mois.</b></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bassin de décantation est le bassin n°1 qui, selon l'exploitant, a une capacité totale de 1060 m<sup>3</sup> dont 360 m<sup>3</sup> dédiés au stockage d'effluents, le reste de son volume étant réservé vide pour les eaux d'extinction d'un incendie.</p> <p>Le bassin de stockage après décantation est le bassin n°2 qui, selon l'exploitant, a une capacité totale de 2000 m<sup>3</sup>.</p> <p>Lors de la visite, l'inspectrice a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- que l'exhaussement et le trottoir de la zone nord-ouest du bâtiment de déconditionnement afin d'éviter tout débordement d'eaux pluviales polluées du site avait été effectué ;</li> <li>- l'implantation d'une citerne souple de réserve de liquide dans l'angle sud-ouest de la plateforme. L'exploitant a déclaré que cette réserve, d'une capacité maximale de 1000 m<sup>3</sup> a été installée le 24 février 2025 afin de procéder au stockage d'un flux d'eaux pluviales souillées excédentaires. Ces eaux pluviales excédentaires sont issues de la pluviométrie exceptionnelle de cet hiver (pluviométrie de plus de 900 mm sur la commune de Billy), d'un printemps pluvieux qui rend difficile l'accès aux parcelles de son plan d'épandage et le vidage du bassin n°2 et de la vidange du bassin n°1 qui est en l'attente de son curage et de son contrôle d'étanchéité. Il estime la quantité stockée dans cette citerne le jour de la visite à 500 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>880 m<sup>3</sup> d'effluents excédentaires auraient déjà été envoyés en traitement vers l'unité de traitement des effluents de l'ISDND dont la capacité est de 30 m<sup>3</sup>/j.</p> <p>Les derniers épandages ont eu lieu le 11 et 12 juillet 2024 (1500 m<sup>3</sup> issus du bassin n°2) et le 24 septembre 2024 (1533 m<sup>3</sup> issus des bassins n°1 et n°2).</p> <p>L'exploitant déclare que cette citerne n'a pas vocation à rester sur site compte tenu de la place qu'elle occupe sur la plateforme de compostage mais n'est pas en mesure de fournir une date de retrait. Les prochains épandages devant permettre de vider la citerne souple provisoire sont prévus fin juin et début juillet.</p> <p><b>L'inspection des installations classées rappelle que l'implantation de cette citerne souple de 1000 m<sup>3</sup> est une modification notable des conditions d'exploitation de sa plateforme qui aurait dû être portée à sa connaissance avant sa réalisation avec tous les éléments d'appréciation.</b></p>

L'implantation de cette bâche souple de 1000 m<sup>3</sup> souligne les difficultés récurrentes que rencontre l'exploitant concernant la gestion des eaux pluviales souillées du site et entraîne un risque supplémentaire d'épandage accidentel d'effluents pollués (cf. point de contrôle n°5 du présent rapport relatif aux rétentions).

En cas de forte pluviométrie générant un flux d'effluents excédentaire à ses capacités de stockage, l'exploitant doit envoyer ses effluents vers un centre de traitement de déchets liquides non dangereux de Normandie autorisé à les recevoir.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

1- L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments suivants. **Délai, 15 jours :**

- un bilan hydrique détaillé du site (débit d'entrée des effluents, débit de sortie des effluents, description des ouvrages de stockage et de transferts des effluents permanents et temporaires, internes et externes au site). Il détaille les capacités maximales de stockage des ouvrages ainsi que les capacités réellement disponibles et l'état des stocks des effluents ;
- le planning de résorption du stock excédentaire d'effluents et de suppression de la citerne souple ;
- le plan des réseaux des effluents du site et des capacités de stockage mentionnant les capacités totales et utiles en m<sup>3</sup> des bassins n°1 et 2 (volumes justifiés par un relevé topographique), et de la citerne souple ;
- une mise à jour du plan topographique des bassins levée du 26 septembre 2018 mentionnant les volumes utiles des bassins.

2- L'exploitant justifie à l'inspection des installations classées que la citerne souple a été vidée et retirée soit à la suite de la prochaine campagne d'épandage, soit par traitement externe sur une installation autorisée à recevoir des déchets liquides non dangereux. **Délai, 3 mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 4 : Demandes gestion des plastiques du déconditionnement visite du 28 mars 2024**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 31

**Thème(s) :** Risques chroniques, plastiques

**Prescription contrôlée :**

Il a été constaté que lors des manœuvres de nettoyage du filtre présent au sein du déconditionneur de biodéchets (aussi appelées manœuvres de débouillage), une quantité significative de plastiques, jusque là retenus par le filtre, tombe dans la soupe. L'exploitant doit revoir sa manière de procéder afin de s'assurer de l'absence de pollution de la soupe de biodéchets par des plastiques. La marque du déconditionneur est le Paddle Depacker V400 Maviteck.

**Demande 1 :** L'exploitant doit fournir la procédure de débouillage indiquant la périodicité de la manœuvre et les étapes à suivre sous 1 mois.

**Demande 2 :** L'exploitant doit fournir l'analyse des soupes de biodéchets la plus récente sous 1 mois, afin de justifier l'absence de plastiques dans celles-ci.

**Constats :**

Par courrier du 23 juillet 2024, l'exploitant a transmis le mode opératoire de débouillage du déconditionneur : "ENR - MOP Déconditionneur MAVITEC - Bourrage(s)- Uo BILLY".

Par ce même courrier, il justifie de l'absence de transmission des analyses de pulpe par le fait qu'il n'existe actuellement (ni en France, ni en Europe) de méthode "fiable et reproductible" d'analyse telle qu'exigée à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 relatif à l'activité de déconditionnement (rubrique n° 2783). Dans l'attente d'une telle méthode, il écrit que des essais sont en cours dans le groupe Véolia afin de déterminer les équipements nécessaires à l'obtention d'une pulpe de meilleure qualité, satisfaisant les attentes des utilisateurs : avec, à la fois, un pouvoir méthanogène élevé (pulpe épaisse) et un taux d'indésirables acceptable.

Néanmoins, il est rappelé à l'exploitant que l'absence de méthodologie au niveau européen ne l'exonère pas de la réalisation des analyses de pulpes. Des résultats de mesures réalisées selon la méthodologie NF U 44-164 (issue des NFU 44095 et 44-051 relatives à la production de compost) ont été présentées à l'inspectrice le jour de la visite. **Les résultats sont abordés au point de contrôle N°7: Teneurs maximales en impuretés**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**cf. Point de contrôle n°7 Teneurs maximales en impuretés**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Rétention

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Article 13

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Dispositifs de rétention et pollutions accidentelles

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des liquides incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les cuves de matières liquides, notamment celles contenant la pulpe organique, sont munies de jauges de niveau et de limiteurs de remplissage. Ces équipements sont compatibles avec les caractéristiques du produit ou de la matière contenue. Un contrôle visuel de ces jauges de niveau et limiteurs de remplissage est opéré quotidiennement pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

III. - Pour les installations et projets visés au II de l'article 2, l'exploitant recense, dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité. Il planifie ensuite ces travaux en quatre tranches, chacune couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard respectivement quatre, six, huit et dix ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

[...]

V. - Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, et pour qu'ils soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux bâtiments. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des

matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante.

L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part
- du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement, lorsque le confinement est externe.

L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

#### **Constats :**

L'inspectrice a constaté lors de la visite que la pulpe est collectée dans une benne agricole directement à la sortie de l'installation de déconditionnement. Il n'existe pas de cuve de stockage des pulpes ou autres liquides issus du process. L'exploitant déclare que la benne de pulpe est vidée directement sur la plateforme de compostage dans la zone de préparation des matières pour mise en fermentation. Il n'y a donc pas de stockage intermédiaire des pulpes sur site, leur mise en traitement par compostage étant immédiatement réalisée en sortie du process de déconditionnement.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et les eaux de lavage souillées utilisées par le processus de déconditionnement sont collectées par le bassin de décantation n°1 puis stockées après décantation dans le bassin n°2 (ou provisoirement dans la citerne souple implantée en février 2025 (cf. point de contrôle n°3 du présent rapport)).

Les bassins ne disposent pas de double géomembrane ou de dispositif de détection de fuite mais font l'objet d'un contrôle d'étanchéité périodique (cf. point de contrôle n°2).

Lors de la visite, l'inspectrice a constaté la présence d'une citerne souple dans l'angle Sud-Ouest de la plateforme de compostage. L'exploitant a déclaré l'avoir implantée en février 2025, afin de stocker temporairement les excédents d'effluents pollués générés par la plateforme de compostage et le centre de déconditionnement. Cette citerne a une capacité de 1000 m<sup>3</sup>. Il confirme ne pas avoir informé l'inspection des installations classées de la pose de ce nouvel équipement du fait de son usage temporaire.

Cette citerne souple est :

- ceinturée de blocs bétons du côté des clôtures de la plateforme (mur non étanche);
- séparée des tas de compost en cours de maturation par un passage dégagé de quelques mètres (largeur d'un véhicule) afin de la protéger des flux thermiques en cas d'incendie ;
- rendue non accessible aux engins roulants sur la plateforme par une barrière de compost en

cours de maturation. L'exploitant déclare que lorsque la campagne d'épandage commencera, il ouvrira un passage dans le compost en cours de maturation pour en permettre l'accès aux engins agricoles.

Il est constaté que cette citerne ne dispose pas d'une rétention propre qui lui serait associée. La notice technique transmise par l'exploitant le 26 mai 2025 ne mentionne ni limiteur de remplissage, ni lecteur de niveau, ni double membrane. En cas de fuite accidentelle, les effluents ne pourraient être retenus que par le bassin de décantation n°1 du site dont la partie à maintenir vide en permanence est dédiée uniquement à la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie et est inférieure à 1000 m<sup>3</sup>. **La capacité de rétention du site aurait dû être augmentée de 1000 m<sup>3</sup> dès l'implantation de cette citerne souple en février 2025. Néanmoins, le jour de la visite, le bassin n°1 est vide d'effluents en cours de décantation sa capacité de rétention est proche de 1000 m<sup>3</sup> et l'exploitant s'est engagé à vider et retirer cette citerne souple du site dès la prochaine campagne d'épandage (Cf. point de contrôle n°3 du présent rapport). L'inspection des installations classées ne propose pas de mise en demeure à ce stade mais attend une action corrective de la part de l'exploitant ainsi que les justificatifs de réalisation de cette action.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit vider et retirer la citerne souple de 1000 m<sup>3</sup> de la plateforme de compostage dans les conditions prévues aux demandes du point de contrôle n°3 du présent rapport (épandage ou autres traitements externes) ou fait réaliser une capacité de rétention supplémentaire de 1000 m<sup>3</sup> dédiée à la collecte des effluents stockés dans cette citerne en cas de fuites accidentelles. Délai, 3 mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 6 : Traitement par lot et non mélange**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Article 15

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Nature des déchets entrants

**Prescription contrôlée :**

Ne sont admis dans l'installation que les biodéchets dont la valorisation nécessite un déconditionnement, à l'exclusion :

- des déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- des sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 8 du règlement (CE) n° 1069/2009 du 21 octobre 2009 précité ;
- des déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
- des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés, même après prétraitement par désinfection.

Les déchets conditionnés dans des emballages en verre peuvent être admis mais doivent être traités par lots, sans être mélangés à d'autres flux de déchets.

Les biodéchets non emballés peuvent être introduits dans le procédé de déconditionnement. Toutefois, ils doivent être traités par lots sans être mélangés avec des flux de biodéchets emballés.

Le retour de pulpe en tête de traitement n'est autorisé qu'au sein d'un même lot, sous réserve que l'opération ait pour effet d'améliorer la qualité agronomique de la pulpe.

Tout mélange de déchets dans le seul but de diluer les polluants ou impuretés est interdit.

Une inspection visuelle est menée sur chaque chargement de déchets arrivant sur le site de l'installation. Les déchets ne respectant pas les critères mentionnés dans le présent article sont retournés à leur expéditeur ou envoyés vers une installation autorisée à les gérer. Une zone est prévue pour leur entreposage avant expédition.

Une inspection visuelle est également menée avant le déconditionnement. Les déchets autres que ceux autorisés présents accidentellement sont retirés avant le déconditionnement et gérés comme refus de déconditionnement.

#### Constats :

Selon les distinctions effectuées par l'exploitant, l'installation de déconditionnement reçoit trois flux de biodéchets dans quatre types de conditionnement différents.

Les biodéchets livrés en vrac (bennes, BOM, etc.) sont déchargés dans une fosse située dans le bâtiment de déconditionnement. Cette fosse est séparée en deux compartiments permettant de distinguer deux lots différents lors du traitement. Le jour de la visite, un lot de biodéchets conditionnés en mélange est entreposé dans la fosse principale alors qu'un lot de mono-déchets de bouteilles de produits laitiers est stocké séparément. L'exploitant déclare que lors du traitement du lot de mono-déchets, il pourra laver et récupérer les bouteilles pour diriger les emballages plastiques vers une valorisation matière.

Les biodéchets livrés en caisses palette ou directement sur palette sont entreposés dans le bâtiment. Il n'existe aucun stockage en extérieur. Les jus de la fosse et les eaux de lavage utilisées dans l'opération de déconditionnement sont collectées dans le bâtiment et dirigés vers le bassin n°1.

L'installation ne reçoit aucun flux de biodéchets conditionnés dans des emballages en verre. Les lots réceptionnés contenant des emballages en verre sont systématiquement refusés.

Les flux collectés en vrac, caisse ou palette sont de trois origines différentes :

- les flux de biodéchets des grandes surfaces commerciales (flux dit « GMS »). L'exploitant déclare que jusqu'à présent les flux de biodéchets non conditionnés et conditionnés des GMS sont collectés en mélange dans le même chargement. Il s'agit d'un flux mixte de déchet conditionnés et non conditionnés. L'exploitant déclare que ses clients de type GMS ne procèdent pas à la séparation prévue à l'article L.541-21-1 du CE depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024 ("*...les biodéchets contenus dans des emballages non compostables ou non biodégradables peuvent être collectés conjointement avec les biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source jusqu'au 31 décembre 2023, sous réserve qu'ils fassent ensuite l'objet d'un déconditionnement qui permette une valorisation de qualité élevée, dans des conditions précisées par décret ;*

*- les biodéchets contenus dans des emballages non compostables ou non biodégradables, une fois déconditionnés, peuvent être traités conjointement avec les biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source, sous réserve de permettre une valorisation de qualité élevée, dans des conditions précisées par décret. ...*").

- les flux de biodéchets conditionnés d'industrie agroalimentaire (IAA) : loupés de fabrication, produits alimentaires conditionnés non conformes à la consommation humaine, etc. Il s'agit d'un flux composé quasi exclusivement de biodéchets conditionnés ;

- les flux de collecte séparée des biodéchets des ménages et assimilés (flux des commerces, restaurants, restaurations collectives, etc. collectés avec les biodéchets des ménages) : il s'agit d'un flux de biodéchets non conditionnés ou qui devrait être déconditionné par leur producteur initial. L'exploitant reconnaît que selon les zones de collecte le tri est plus ou moins bien fait. La présence de biodéchets conditionnés et d'autres déchets est donc possible compte tenu des erreurs de tris ou du non-respect des consignes par les producteurs. Il déplore également la présence de bouteilles de protoxyde d'azote jetées avec ces biodéchets.

**L'inspection des installations classées estime que les flux GMS et IAA sont des biodéchets conditionnés et que le flux de biodéchets ménagers et assimilés sont des déchets non conditionnés. Il est rappelé à l'exploitant que ces différents lots ne doivent pas être mélangés en tête du processus de déconditionnement. Le taux d'impureté des pulpes de chacun de ces lots doit être contrôlé séparément avant tout mélange (ou mise en compostage sur site).**

La grande majorité des refus d'emballages souillés issus de l'opération de déconditionnement, qui constituent les refus de tri, sont mis en benne puis envoyés sur l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) mitoyenne de la plateforme de compostage.

Les bennes non conformes à réception sur l'installation de déconditionnement sont directement transférées vers l'ISDND mitoyenne gérée par le même exploitant (cf. point de contrôle n°9 du présent rapport).

La soupe est réceptionnée dans une benne agricole en sortie de process et est mise en fermentation le jour même sur la plateforme de compostage.

L'exploitant déclare avoir réalisé quelques tests en méthanisation dont les résultats sont satisfaisants mais qui ne sont pas pérennisés à ce jour dans l'attente d'une méthode de contrôle des impuretés fiable et répétitive.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit traiter séparément dans l'installation de déconditionnement les lots de biodéchets des ménages et assimilés qui sont des biodéchets non emballés différemment de biodéchets issus des grandes surfaces et industries agroalimentaires qui sont des biodéchets emballés. **Délai, 3 mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Teneurs maximales en impuretés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Article 26

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Qualité de traitement et valorisation

**Prescription contrôlée :**

Les pulpes organiques respectent les teneurs maximales en inertes et impuretés suivantes :

Inertes et impuretés = Teneurs maximales

Plastique > 2 mm = 3 (g/kg de matière sèche)

Verre > 2 mm = 3 (g/kg de matière sèche)  
Métaux > 2 mm = 3 (g/kg de matière sèche)  
Plastique + verre + métaux > 2 mm = 5 (g/kg de matière sèche)

La norme d'analyse utilisée doit être fiable et reproductible. Les méthodes publiées par le comité européen de normalisation sont présumées répondre à ces deux exigences.

L'exploitant organise à fréquence trimestrielle au minimum, ou lors de toute modification notable d'approvisionnement en matières entrantes, une analyse des pulpes organiques selon un protocole d'échantillonnage destiné à assurer une bonne représentativité de la mesure, dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Lorsque les pulpes organiques sont issues d'un déconditionnement par lots en application des dispositions de l'article 15 du présent arrêté, les dispositions du présent article doivent être respectées avant tout mélange en vue de leur valorisation organique.

En cas de non-conformité, l'exploitant en identifie les causes et met en place des mesures correctives adaptées.

Une nouvelle analyse est alors réalisée sur le premier lot de production suivant la remise en service des équipements de déconditionnement.

Un bilan des non-conformités et des quantités correspondantes est joint au compte-rendu d'analyse.

Ces compte-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Constats :

Dans son bilan annuel réalisé pour l'année 2024 et transmis à l'inspection de 31 mars 2025 l'exploitant conclut : « *L'exploitation 2024 de la plate-forme de compostage de Billy a été essentiellement marquée par la recherche d'une amélioration de la qualité des soupes issues du déconditionneur et de la qualité du compost.*

*Pour se faire nous avons mandaté le constructeur Mavitec pour qu'ensemble nous puissions trouver le bon réglage machine en intégrant un mélange homogène d'entrant dans le processus. Afin de travailler sur cette qualité de soupe, nous avons fait ce choix de travailler avec un méthaniseur en phase test afin de mieux comprendre quels étaient leurs enjeux et leurs problématiques rencontrées. »*

...

Néanmoins ce bilan ne présente :

- ni résumé des analyses en inertes et impuretés des pulpes associé à une évaluation de leur conformité ou non à la mise en compostage ou méthanisation,
- ni de plan d'action.

Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré avoir procédé à au moins une analyse des impuretés par trimestre sans distinction de lot. Il a été présenté les résultats suivants :

- une synthèse réalisée par le centre de méthanisation ayant réceptionné des pulpes pour test (méthodologie inconnue) pour les cinq analyses réalisées en avril et novembre 2024 puis en janvier, février et mars 2025. Les trois premières présentent des résultats non conformes (Somme des plastiques, verre, métaux > 2 mm **de 0,98 à 2,9 % sur l'ensemble des paramètres pour une limite à 0,5 %** - sauf pour le verre). Les deux dernières analyses ne présentent aucune impureté (tous chiffres à 0,00%) et ne semblent donc pas fiables ;
- le rapport d'analyse réalisé selon la méthodologie établie par la norme NFU 44-164 de la soupe de février 2025 présente des résultats de dosage des impuretés non conformes sur l'ensemble des paramètres (y compris le verre) et présente **5,06 % d'inertes totaux supérieures à deux millimètres soit 10 fois la norme;**



<p>- le rapport d'analyse réalisé selon la méthodologie établie par la norme de la soupe d'avril 2025 présente des résultats de dosage des impuretés non conformes sur les paramètres plastiques et total des impuretés avec <b>2 % d'inertes totaux pour une limite à 0,5 %</b> des &gt;2 mm (0,00 % de verre et métaux).</p> <p>L'exploitant déclare que la méthode normée NFU 44-164 dont la dilution est réalisée à l'eau de javel n'est pas fiable et reproductible pour procéder à ces analyses et qu'il n'existe pas de norme reconnue au niveau européen, il lui est dans ce cas impossible de conclure sur la conformité des lots de pulpe.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que l'absence de méthode européenne ne l'exonère pas de réalisation des analyses trimestrielles par lots des taux d'impuretés de ses soupes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre le plan d'action réalisé et à venir concernant la réduction des taux d'impuretés dans la soupe issue de l'unité de déconditionnement sous la barre des 5 mg/kg de MS d'impuretés totales supérieure à 2 mm (3 mg/kg de MS pour les plastiques). <b>Délai, 3 mois.</b></p> <p>L'exploitant fait réaliser des analyses trimestrielles par nature de lot traité : soit une analyse trimestrielle pour les lots de biodéchets issus de GMS et IAA, une analyse trimestrielle pour les lots de biodéchets des ménages et une pour lots de mono-déchets (type bouteilles de produits laitiers). Les résultats des 2ème, 3ème et 4ème trimestre 2025 sont transmis à l'inspection des installations classées. <b>Délai, 3 mois à compter de la réception de chacun des rapports d'analyse.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 8 : Traçabilité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Article 17</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Traçabilité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les matières et déchets reçus font l'objet d'une pesée préalable hors site ou lors de l'admission. L'exploitant tient le registre prévu par le I de l'article R. 541-43 du code de l'environnement. Il y ajoute l'identité des transporteurs des déchets. En outre, la durée de conservation des données de trois ans prévue par le premier alinéa de ce I est portée à dix ans pour les déchets sortants orientés dans une filière impliquant un retour au sol.</p> <p>Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité chargée de la collecte de ces déchets.</p> <p>Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle visées à l'article L. 255-17 du code rural et de la pêche maritime.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

L'exploitant ne tient pas à la disposition de l'inspection des installations classées un document synthétisant l'ensemble des éléments attendus dans le registre chronologique des entrées dont le contenu est fixé par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. Néanmoins, l'inspectrice a pu constater par sondage que les données disponibles concernant un établissement inclus les informations nécessaires à sa composition pour les biodéchets.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées un registre chronologique des entrées de biodéchets sur l'installation de déconditionnement conformément à l'article L.541-43-I du CE et à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. Une extraction de ce registre pour les biodéchets réceptionnés sur l'installation de déconditionnement pour l'année 2024 et le premier semestre 2025 sera transmise. <b>Délai, 3 mois.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Elimination en ISDND de biodéchets conditionnés**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des Biodéchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après : 3° A compter du 1er janvier 2024, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 30 %, en masse, de biodéchets ;
<b>Constats :</b>  Dans son rapport d'inspection du 10 décembre 2024 (faisant suite à l'action régionale de contrôles vidéos des déchargements de déchets dans les installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) normandes) pour l'ISDND mitoyenne du site de compostage et dont l'exploitant est également exploitant, il est constaté un déchargement de biodéchets non déconditionnés qui ne sont pas acceptables en ISDND. En effet, leur siccité est inférieure à 30 % et il s'agit de déchets collectés en vue d'une valorisation (article 3 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux) et leur teneur en biodéchets conditionnés est de 100 % (chargement de plus de 30 %, en masse, de biodéchets dont l'élimination par enfouissement est interdite depuis le 1er janvier 2024 au titre de l'article R.541-48-3 du code de l'environnement). <b>Cette benne aurait dû être refusée à l'admission en ISDND selon les interdictions d'élimination établies à l'article R.541-48-3 du CE.</b>  A la lecture des documents transmis par courriel du 7 février 2025, il ressort de la fiche d'information qu'il s'agirait de refus de tri sortant de l'installation de déconditionnement en provenance du producteur SPEN plateforme de compostage alors que la fiche de réception (avec

photographie du chargement) indique qu'il s'agit d'un déclassé d'une benne de biodéchets conditionnés issus d'une industrie agroalimentaire normande (8,240 t de produits laitiers). L'exploitant a expliqué lors de la visite qu'il s'agissait d'une benne de biodéchets conditionnés qui a été refusée sur l'unité de déconditionnement en raison de la présence d'éléments d'emballage en plastique longilignes non séparables dans son procédé.

Le tableau de synthèse concernant ce producteur et récapitulant les données de janvier à décembre 2024 indique que pour 718 tonnes apportées sur l'année 2024 seuls 28,6 % ont fait l'objet d'une valorisation organique entre août et décembre 2024. La totalité des biodéchets conditionnés réceptionnés sur l'installation de déconditionnement de janvier à juillet (soit 473 t) ont été déclassés et transférés au centre d'enfouissement mitoyen. Environ 40 t ont été déclassées et enfouies sur le reste de l'année 2024.

Il est important de noter que lors d'inspections effectuées en 2022 sur le site SPEN plateforme de compostage et chez le producteur de ce déchet, cette mauvaise gestion concernant la valorisation des biodéchets de ce producteur avaient déjà été constatée et des actions demandées.

Par courriel du 7 février 2025, l'exploitant a transmis le plan d'action mis en place avec le producteur de ces biodéchets à partir d'août 2025. Le jour de la visite, il a présenté à l'inspectrice le même tableau de synthèse concernant les données de mai 2024 à mai 2025.

**Il est constaté que les tonnages admis ont diminué et qu'il y a peu ou pas de refus de bennes au déconditionnement depuis janvier 2025 concernant ce producteur.**

Les données concernant les bennes de biodéchets conditionnés déclassées en provenance d'autres producteurs et envoyées à l'enfouissement ont également été consultées. De mai 2024 à mai 2025, 317 tonnes de biodéchets conditionnés sur 13 593 tonnes réceptionnées ont été refusées sur l'installation de déconditionnement et ont été déclassées (dont 212 tonnes du producteur mentionné précédemment dans le présent rapport).

Le bilan de l'année 2024 transmis le 31 mars 2025 ainsi que la déclaration annuelle GERP, indiquent un tonnage total de 2 231,58 tonnes de déchets envoyés en élimination sur 43 500 t de biodéchets réceptionnés sur l'installation de déconditionnement. Ce chiffre ne permet pas de distinguer les biodéchets refusés en entrée de l'installation (non autorisés à l'enfouissement), des refus de tri sortants de l'installation de déconditionnement (autorisé à l'enfouissement en tant que déchet ultime).

**En synthèse, l'inspection des installations classées constate que l'exploitant a fait éliminer courant de l'année 2024 plus de 500 tonnes de biodéchets conditionnés dont chaque chargement d'environ 8 tonnes était composé de 100 % de biodéchets conditionnés collectés en vue d'une valorisation. La situation constatée depuis 2022 a été régularisée à partir de l'année 2024 puis courant 2025 en réponse aux nouveaux constats établis dans le cadre de l'action régionale de contrôle vidéo des ISDND de Normandie en 2024.**

**Il est rappelé à l'exploitant que le producteur des biodéchets refusés en entrée de son installation reste identifiable et est donc toujours responsable du choix de leur destination finale. Il appartient au producteur des biodéchets initiaux de choisir toute nouvelle filière de traitement qui pourrait lui être proposée et de signer les documents d'information préalable.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, **délai 3 mois :**

- l'attestation de valorisation des biodéchets (transmise avant le 31 mars 2025 pour l'année 2024)

<p>à la société MLC ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le registre des refus des biodéchets conditionnés (dits « biodéchets déclassés ») sur son installation de déconditionnement de l'année 2024 et de l'encours de l'année 2025 ;</li> <li>- les justificatifs concernant le caractère ultime des 105 tonnes de biodéchets déclassés depuis début 2025 dont les producteurs sont autres que la société visée suite à l'action régionale de contrôle vidéo des ISDND.</li> </ul> <p>L'exploitant fait signer les documents d'acceptation préalable au producteur initial des biodéchets conditionnés lorsqu'il propose une filière de traitement alternative des biodéchets qu'il refuse sur l'installation de déconditionnement. Les justificatifs sont transmis à l'inspection des installations classées. <b>Délai, 3 mois.</b></p> <p>L'exploitant adopte une terminologie adaptée dans le bilan annuel à établir pour l'année 2025 permettant de distinguer les biodéchets conditionnés refusés en entrée de son installation de déconditionnement des refus de tri sortants de la même installation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : Mélange de Boues avec des biodéchets triés**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L.541-21-1 et R.543-311
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article L.541-21-1 du CE</b>  <b>Les biodéchets qui ont fait l'objet d'un tri à la source ne sont pas mélangés avec d'autres déchets.</b>  Par dérogation aux dispositions précédentes et aux dispositions prévues à l'article L. 541-21 : [...]  - les biodéchets contenus dans des emballages non compostables ou non biodégradables peuvent être collectés conjointement avec les biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source jusqu'au 31 décembre 2023, sous réserve qu'ils fassent ensuite l'objet d'un déconditionnement qui permette une valorisation de qualité élevée, dans des conditions précisées par décret ;  -les biodéchets contenus dans des emballages non compostables ou non biodégradables, une fois déconditionnés, peuvent être traités conjointement avec les biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source, sous réserve de permettre une valorisation de qualité élevée, dans des conditions précisées par décret. [...]  Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p><b>Article R543-311 - Création Décret n°2021-1179 du 14 septembre 2021 - art. 1</b>  Sans préjudice des dispositions de l'article R. 211-29, la présente section définit les conditions dans lesquelles les boues d'épuration et les digestats de boues d'épuration peuvent être traités par compostage conjointement avec d'autres matières utilisées comme structurants et issues de matières végétales.</p> <p><b>Article R543-312 - Création Décret n°2021-1179 du 14 septembre 2021 - art. 1</b>  Au sens de la présente section, on entend par :  Boues d'épuration : les sédiments résiduels des installations de traitement ou de prétraitement biologique, physique ou physicochimique des eaux usées, tels que définis à l'article R. 211-26, y compris celles produites par des installations visées à l'article L. 511-1 ; [...]</p>

**Article R543-313 - Création Décret n°2021-1179 du 14 septembre 2021 - art. 1**

[...]A compter du 1er janvier 2024, la masse de déchets verts utilisés comme structurants n'excède pas 80 % de la masse de boues d'épuration et de digestats de boues d'épuration utilisée dans le mélange. [...]

Les pourcentages mentionnés aux deux premiers alinéas du présent article s'appliquent pour chaque année civile, sur la base des quantités de boues d'épuration, de digestats de boues d'épuration et de déchets verts admis sur l'installation de compostage et déclarées dans le registre de l'installation prévu par le premier alinéa du I de l'article R. 541-43.

**Constats :**

L'inspectrice a constaté lors de la visite que l'exploitant ne respecte pas l'interdiction de mélange des biodéchets issus de l'installation de déconditionnement avec d'autres déchets puisqu'il ne distingue pas les lots de compost recevant la pulpe de biodéchets des lots de compost issus de boues et déchets verts.

Il déclare évaluer la conformité de ses composts uniquement au regard de la norme NFU 44-095.

Le bilan annuel 2024 indique que 13 000 t de compost conforme à la NFU 44 095 ont été vendues en 2024.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que l'évaluation de conformité des lots de compost issus de pulpes (sans boues) est à faire au regard de la norme NFU 44-051 et non la NFU 44-095.

Il est rappelé à l'exploitant que le mélange des biodéchets avec d'autres déchets dont les boues de station d'épuration telles qu'elles sont définies à l'article R.543-312 du CE est interdit par l'article L.541-21-1 depuis le 10 février 2020. Il a été porté dérogation à cette interdiction uniquement pour le compostage des boues en mélange avec des déchets verts par le décret n°2021-1179 du 14 septembre 2021 qui limite le mélange à 80 % de déchets verts / boues depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

**Ce sujet n'ayant jamais été abordé dans un rapport précédent, l'inspection des installations classées ne propose pas, à ce stade, de mettre en demeure l'exploitant mais attend des actions correctives rapides.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant respecte l'article L.541-21-1 du CE en cessant le mélange des pulpes issues de l'unité de déconditionnement et les boues de station d'épuration dans un même lot de compost. **Délai, dès réception du présent rapport.**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action qui décrit comment il respecte cette obligation (gestion séparée des lots avec contrôle de la teneur en déchets verts des lots de compost de boues ou autre organisation). **Délai, 3 mois.**

L'exploitant réalise l'évaluation de conformité des lots de compost issus de pulpes (sans boues) au regard de la norme NFU 44-051 sur tous les lots produits sans mélange avec des boues de station d'épuration. **Délai, dès le respect de l'interdiction de mélange.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois